



12 mars 2011: [À propos de la lettre du CDDSP Combrailles](#)

Nous prenons connaissance d'une « lettre aux candidats républicains aux élections cantonales » émanant d'un certain « C.D.D.S.P. Combrailles », qui souhaiterait que lesdits candidats fassent clairement connaître « leurs engagements en faveur des SERVICES PUBLICS ». La question est assurément importante ; trop importante et complexe pour être abandonnée à un « collectif » de « résistants » dont le discours révèle assez clairement les sympathies et les orientations idéologiques. La diatribe verbeuse, ici, tient lieu d'analyse. On use d'une rhétorique simpliste pour réduire les problèmes à un affrontement manichéen sur arrière-fond de complot : d'un côté, les forces obscures qui travaillent à saper les fondements de la République ; de l'autre, les défenseurs des valeurs de la démocratie, de l'égalité, de la solidarité, de la laïcité. Inversion assez surprenante d'un vieux schéma : ceux qui, naguère, ne songeaient qu'à faire table rase d'un passé marqué par le conservatisme et l'iniquité s'opposent désormais à grands cris à toute réforme — et notamment à celle des collectivités locales, « porteuse de régressions, d'étouffements et de risques ». Le lecteur naïf, moins bien informé que les rédacteurs de cette lettre ouverte, aura un peu de mal à saisir, faute d'exemples précis, en quoi une réforme des structures politiques territoriales, allant dans le sens de l'économie, d'une meilleure gestion des fonds publics et des ressources humaines pourrait accélérer un prétendu processus de « dégradation programmée » du tissu socio-économique. On aura également du mal à discerner la cohérence de revendications aussi vagues que véhémentes, portant sur tous les domaines de la vie en société, tous les champs de l'activité politique. Il s'agit moins de doléances ou de contestations argumentées que d'un inventaire surréaliste, dans lequel la petite enfance est placée sur le même plan que la télévision numérique, les trains de marchandises ou les services fiscaux. Comprenez : il faut agir ensemble — « avec la population, le mouvement associatif et syndical » —, d'urgence et dans tous les secteurs. En clair, injecter encore plus d'argent pour « enrayer [le] cheminement destructeur des S.P. et des institutions », pour maintenir des structures que l'évolution de notre société — et notamment de nos zones rurales — a conduites à la déshérence. « Développer les services publics dans nos communes », cela veut-il dire ouvrir des classes sans élèves, créer des lignes de transports sans voyageurs ? Agir pour la « démocratie locale et de proximité », cela doit-il se traduire par la prolifération et le cumul des charges électives, la multiplication de missions et de commissions, de syndicats, d'organismes plus ou moins fantômes et lourdement parasites ? Les études montrent que ce qui préoccupe au premier chef les électeurs interrogés à l'occasion des cantonales, ce sont les impôts. Or, le pseudo-programme qui s'esquisse dans cette lettre, à supposer qu'il puisse jamais être mis en œuvre, serait aussi ruineux qu'absurde. Ce qui importe, ce qui préoccupe les habitants de nos bourgs et de nos campagnes, ce sont des réponses concrètes à des problèmes ponctuels — et non des effets d'annonce obéissant à des stratégies politiciennes ou des proclamations relatives aux vertus de la démocratie de proximité. Le maintien des aides et des services de toute nature, aussi bien que la mise en place d'actions inédites en faveur des usagers, suppose une analyse rigoureuse de la situation actuelle et des besoins réels. Cela eût-il été fait plus tôt, nous ne verrions pas ici ou là, dans nos cités ou nos villages, des médiathèques à peu près désertes ou des courts de tennis gagnés par l'herbe, des bâtiments publics à l'abandon... D'autre part, on ne peut continuellement s'en remettre à l'État ou à ses hypostases, à des entités politiques ou administratives transcendantes qui nous distribueraient libéralement une manne inépuisable. Il est urgent d'insufler une vitalité nouvelle à nos territoires en leur redonnant l'initiative, en songeant à leur devenir à long terme — et tout particulièrement à leur devenir économique. C'est à partir des richesses que nous serons capables de créer, de notre développement autonome que nous pourrons construire de nouveaux réseaux d'aide et d'assistance, de proposer de nouveaux services susceptibles de s'inscrire dans un plan de développement ambitieux et durable. « Quisque fctor fortunæ suæ », disait-on en latin : il appartient à chacun d'être l'artisan de son propre destin. Nous souhaitons travailler à construire le nôtre, celui de nos enfants, celui de ce terroir auquel nous restons attachés, dans un monde en mutation perpétuelle dont nous voulons relever les défis avec courage et détermination.